

## COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

(Éthique et déontologie)

Dossier : **CMQ-66841**

Élu visé : **ALAIN LAPLANTE**  
Maire

Municipalité : **VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU**

Date : 15 janvier 2019

---

### PLAN D'ARGUMENTION

---

#### ***Turcotte et Associé c. Agence du revenu du Québec, 2018 QCCQ 2143***

La jurisprudence a déterminé des circonstances dans lesquelles une demande de suspension de l'instance doit être accordée, à savoir :

- Il existe un lien indéniable entre deux instances;
- Le sort ultime d'un recours dans une instance dépend, dans une large mesure, du sort d'un recours dans une autre instance;
- La suspension du recours permet d'assurer la règle de la proportionnalité;
- Il existe un risque de jugements contradictoires sur certaines questions dont sont saisies les deux instances;
- L'absence de suspension aurait pour effet de multiplier inutilement les procédures et les coûts pour les parties;

Il n'est pas nécessaire que les 5 situations soient réunies pour obtenir la suspension, mais un Tribunal sera plus enclin à accorder la suspension si plus d'une situation est présente.

#### ***Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail c. 141517 Canada inc., 2018 QCCQ 274***

Les tribunaux de droit commun et les tribunaux administratifs ne travaillent pas en vases clos, La Cour du Québec accepte de suspendre son instance pour permettre au Tribunal administratif du travail de procéder avec la totalité de sa cause, compte tenu que le sort ultime du recours en Cour du Québec sera dépendant du résultat dans le dossier devant le Tribunal administratif du travail.

Madame la juge Gervais détermine qu'on doit examiner le dossier dans un contexte global, ce qui inclut les principes de gestion efficace pour se positionner sur la possibilité d'accorder une suspension de l'instance.

### **Liens entre les procédures**

Les manquements allégués de M. Alain Laplante sont tous basé sur un même principe, soit que M. Laplante a favorisé abusivement les intérêts de Guy Grenier contre les intérêts de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu.

Or, sans obtenir un jugement dans le dossier de la Cour Supérieure, no 755-17-002790-189, il est impossible en ce moment de connaître les intérêts de la Ville.

Généralement, la *Demande de pourvoi en contrôle judiciaire, sursis, ordonnance de sauvegarde et injonction provisoire, interlocutoire et permanente modifiée* de Guy Grenier demande de :

**DÉCLARER** que les résolutions adoptées par le Conseil de Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu le 23 avril 2018, le 30 avril 2018, le 15 mai 2018 et le 22 mai 2018, ainsi que le règlement 1687 adopté le 7 mai 2018 sont nulles *ab initio* et *ultra vires*;

**DÉCLARER** que les résolutions adoptées par le Conseil de Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu le 23 avril 2018, le 30 avril 2018, le 15 mai 2018 et le 22 mai 2018, le règlement 1687 adopté le 7 mai 2018, la résolution No. 2018-06-413 et la résolution No. 2018-06-0419 sont déraisonnables;

**DÉCLARER** que les résolutions adoptées par le Conseil de Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu le 23 avril 2018, le 30 avril 2018, le 15 mai 2018 et le 22 mai 2018, le règlement 1687 adopté le 7 mai 2018, la résolution No. 2018-06-413 et la résolution No. 2018-06-0419 constituent un détournement de pouvoirs et ont été adoptées dans un but improprie, pour des motifs non-pertinents et de mauvaise foi;

**DÉCLARER** que la résolution CE-2018-04-0144 et la résolution CE-2018-05-0162 adoptées par le Comité exécutif de Saint-Jean-sur-Richelieu sont parfaitement valides et exécutoires;

**ANNULER** les résolutions adoptées par le Conseil de Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu le 23 avril 2018, le 30 avril 2018, le 15 mai 2018 et le 22 mai 2018, le règlement 1687 adopté le 7 mai 2018, la résolution No. 2018-06-413 et la résolution No. 2018-06-0419;

**DÉCLARER** que les agissements de la Défenderesse (Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu) sont discriminatoires puisqu'ils portent atteinte aux droits du Demandeur (Guy Grenier) à la liberté d'opinion et à la liberté d'expression et à son droit à ne pas faire l'objet de discrimination en fonction de ses convictions politiques, respectivement protégées par les articles 3 et 10 de la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne* (RLRQ c. C-12);

**ANNULER** les résolutions adoptées par le Conseil de Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu le 23 avril 2018, le 30 avril 2018, le 15 mai 2018 et le 22 mai 2018, le règlement 1687 adopté le 7 mai 2018, la résolution No. 2018-06-413 et la résolution No. 2018-06-0419 en vertu de l'article 49 de la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne*;

(...)

MANQUEMENTS ALLÉGUÉS	PARAGRAPHES DE LA DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE DE GUY GRENIER
L'adoption le 7 mai 2018 de la résolution CE-2018-05-0162	31.19 et 4 <sup>ième</sup> conclusion
Exiger la remise de l'ordinateur de M. François Vaillancourt	Ø
Apposer son droit de veto le 15 mai	31.25, 31.26, 31.27, 31.28 et 31.29
L'adoption le 22 mai 2018 des résolutions 2018-05-0257 et 2018-05-0258	5.1 et 52.1 à 52.38 et les conclusions 1, 2, 3 et 5
L'adoption le 28 mai 2018 de la résolution 2018-05-0165	31.32
Signature d'un affidavit	L'affidavit appuie généralement la procédure
Accompagnement lors des négociations	31.34 à 31.37
Refus de retrait, malgré la demande de Me Bernard Synnott	31.38, 31.39 et 52.44 à 52.49
Convocation de séances extraordinaires	52.41 à 52.43
Apposer son droit de veto le 11 juin 2018	31.40
L'adoption des résolutions CE-2018-06-0174 et CE-2018-06-0175	Ø
L'adoption de la résolution 2018-06-0419	5.1 et 31.41
Transmission des communiqués dans la période du 1 au 8 mai 2018	Ø
Retarder l'adoption d'une résolution mandatant la firme Faksen Martineau	Ø

À Québec, le 21 janvier 2019

*KSA Avocats*

---

**KSA, AVOCATS**, S.E.N.C.R.L.

Me Chantale Bouchard

[cbouchard@ksalex.ca](mailto:cbouchard@ksalex.ca)

2875 boul Laurier, Delta II, bureau 210

Québec (Québec) G1V 2M2

Téléphone : 581 814 5503

Télécopieur : 581 814-5520

Avocats de l'élus visé

N/D : 352426.1